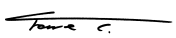


Conditions générales pour travaux de mensuration officielle dans le Canton de Vaud

Ces conditions font partie intégrante des offres remplies par
les soumissionnaires de travaux de mensuration officielle.

Table des matières

1. Maître de l'ouvrage	2
1.1 Maître de l'ouvrage	2
1.2 Mise en soumission.....	2
1.3 Traitement des offres	2
2. Offre.....	2
2.1 Forme de l'offre	2
2.2 Dépôt des offres	2
2.3 Consultation des dossiers et questions des soumissionnaires.....	2
2.4 Ouverture et examen des offres.....	3
3. Soumissionnaires.....	3
3.1 Présentation du soumissionnaire	3
3.2 Personnel affecté aux travaux.....	4
3.3 Sous-traitants et consortiums.....	4
3.4 Convention collective	4
4. Cahier des charges général	5
4.1 Normes techniques	5
4.2 Exigences spécifiques liées à l'offre	5
4.3 Planification et réalisation des travaux.....	5
4.4 Prolongation des délais.....	5
4.5 Prix et indexation.....	6
4.6 Modalités de paiement	6
4.7 Décompte final	7
4.8 Cession du contrat	7
4.9 Devoirs du prestataire de services et du géomètre responsable.....	7
4.10 Délai de garantie	7
4.11 Modification de la commande	7
4.12 Assurance	7
4.13 Vérification des travaux.....	7
4.14 Bases légales.....	8

Version 10.06.2021	Validation	Distribution	Classement
Remplace version du 07.07.2020		Interne/externe	4726

1. Maître de l'ouvrage

1.1 Maître de l'ouvrage

ETAT DE VAUD
par

Direction générale du territoire et du logement (DGTL)
Direction du cadastre et de la géoinformation (DCG)
Av. de l'Université 5
1014 Lausanne

1.2 Mise en soumission

Le maître de l'ouvrage met en soumission des travaux de mensuration officielle par publication sur www.simap.ch et dans la FAO. Les conditions d'exécution (norme 4727) fixent notamment la description du mandat, le délai d'exécution, les montants estimatifs, la date limite de remise des soumissions et les exigences techniques. Les devis sont établis en se référant au TH23. Les nombres de points fixes (PB et PB/PL) et de situation (P.sit) dépendent fortement des méthodes de levé et des opérateurs. En raison de la liberté des méthodes, ces quantités ne pourront pas être remises en cause en fin de mandat. Il appartient au soumissionnaire de les apprécier dans le respect des normes et conditions d'exécution.

1.3 Traitement des offres

Le maître de l'ouvrage choisit l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères d'évaluation définis dans la norme 4726bis. Les conditions de participation et les motifs d'exclusion d'une offre sont également définis dans la norme 4726bis.

2. Offre

2.1 Forme de l'offre

Le soumissionnaire doit rédiger son offre en français et utiliser les formules remises avec le dossier de soumission.

2.2 Dépôt des offres

Les offres doivent parvenir en **deux exemplaires** à :

Direction générale du territoire et du logement
Direction du cadastre et de la géoinformation
Avenue de l'Université 5
1014 Lausanne

sous pli fermé et portant au recto la mention

"Soumission pour la mensuration officielle
Entreprise : "

Délai pour le dépôt des offres : voir www.simap.ch.

2.3 Consultation des dossiers et questions des soumissionnaires

2.3.1 Dossiers

Les dossiers complets des plans, pièces diverses, dénombrements, etc., peuvent être consultés sur rendez-vous auprès de la DCG, dès la date de publication jusqu'au jour ouvrable précédant le dépôt des offres.

2.3.2 Questions et réponses

Les questions particulières concernant l'organisation et la description des travaux devront être posées sur www.simap.ch dans le délai imparti. Les réponses seront traitées dans un délai raisonnable et communiquées à tous les soumissionnaires sur le forum de la plateforme simap.

2.4 Ouverture et examen des offres

Les offres sont ouvertes en présence d'au minimum deux représentants de la DCG.

Un procès-verbal est établi à l'ouverture des offres. Ce procès-verbal est envoyé par courriel aux soumissionnaires.

3. Soumissionnaires

3.1 Présentation du soumissionnaire

Sur la fiche d'offre 4728 pré-remplie et faisant partie des documents mis à disposition sur www.simap.ch, à imprimer recto verso, le soumissionnaire indiquera :

- Nom de l'ingénieur-e géomètre breveté-e responsable, inscrit-e au registre fédéral des ingénieurs géomètres (art. 41 LGéo);
- Raison sociale du bureau ou du pilote en cas de consortium;
- Adresse;
- N° de téléphone;
- Adresse e-mail;
- Le coefficient de multiplication du TH21 VD;
- Les prix demandés (unitaires et forfaitaires).

Le soumissionnaire joindra à son offre :

- a) La fiche 4728bis indiquant la répartition des tâches et la liste complète de tout le personnel affecté aux travaux, sans le support administratif, accompagnée des CV et copie des diplômes;
- b) Une liste des sous-traitants éventuels avec les documents y relatifs;
- c) Le cas échéant, la liste des membres du consortium, avec les documents requis pour chaque membre, l'organisation du consortium, ainsi que la/les convention(s) de prêt de personnel selon modèle 4728quater;
- d) Les solutions techniques proposées (y compris matériel et logiciels);
- e) Une planification des travaux;
- f) La justification des assurances RC ou, pour les consortiums, l'engagement à en conclure une avec indication du montant;
- g) Les annexes P1, P6 et P7 du Guide Romand pour les marchés publics;
en cas de consortium, ces 3 annexes doivent être remplies et présentées pour chaque bureau membre du consortium;
- h) L'attestation de respect de la Convention collective de travail des bureaux d'ingénieurs géomètres vaudois (CCT des bureaux d'ingénieurs géomètres vaudois) délivrée par la Commission professionnelle paritaire (CPP). L'attestation ne doit pas dater de plus de 1 mois au moment de la remise de l'offre;

Les soumissionnaires ayant leur siège à l'extérieur du canton de Vaud joignent un document signé attestant de leur engagement à respecter la CCT des bureaux d'ingénieurs géomètres vaudois pour l'exécution du marché, en particulier les dispositions étendues de la convention relatives aux conditions minimales de travail et de salaire au sens de l'art. 2, al. 1 de la loi fédérale sur les travailleurs détachés (RS 823.20), soit notamment la rémunération minimale, la durée du temps de travail et de repos, la durée minimale des vacances;

- i) Les attestations sociales :

1. affiliation à une caisse de compensation AVS et attestation récente de paiements;

2. affiliation à une caisse de prévoyance deuxième pilier et attestation récente de paiements;

Ces attestations doivent préciser que le soumissionnaire est à jour avec le paiement de ses cotisations. Elles ne doivent pas dater de plus de 3 mois au moment de la remise de l'offre;

- j) Le questionnaire développement durable annexe Q5 du Guide Romand pour les marchés publics en impression papier **ainsi qu'en** format xlsx enregistré sur une clef USB;

La fiche 4726quinquies relative à la formation des apprentis (en lieu et place de l'annexe Q4 du Guide Romand pour les marchés publics);

En cas de consortium et pour chaque bureau membre du consortium, l'annexe Q5 doit être remplie et présentée sous format papier et électronique et la fiche 4726quinquies remplie et présentée sous format papier.

Les documents du Guide Romand pour les marchés publics (lettres g et j) sont téléchargeables sous : <https://www.vd.ch/themes/etat-droit-finances/marches-publics/guide-romand/guide-romand/>.

3.2 Personnel affecté aux travaux

Tout recours à du personnel non annoncé dans l'offre (fiche 4728bis) doit être soumis, pour approbation préalable écrite, au maître d'ouvrage.

Tout nouveau collaborateur doit justifier d'un niveau de compétence au moins égal à celui annoncé dans l'offre.

3.3 Sous-traitants et consortiums

Sous-traitants

Dans le cas où l'avis d'appel d'offres autorise la sous-traitance, celle-ci n'est autorisée que pour l'acquisition des données relatives aux couches d'information « couverture du sol » et « objets divers ».

Une liste des sous-traitants potentiels, ainsi qu'une liste indiquant les prestations sous-traitées, seront annexées à l'offre.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger de la part des sous-traitants annoncés la production de l'une ou l'autre des annexes ou attestations énoncées au chiffre 3.1 ci-dessus.

Tout recours à un sous-traitant non annoncé dans l'offre doit être soumis, pour approbation préalable écrite, au maître d'ouvrage.

Tout recours à la sous sous-traitance (sous-traitance indirecte) est interdit.

Consortiums

Dans le cas où l'avis d'appel d'offres autorise les consortiums (communauté de soumissionnaires), le bureau pilote devra réaliser au minimum **50%** de l'ensemble des prestations. Il devra, dans tous les cas, réaliser le **100%** des travaux liés à l'abornement et au piquetage (phase 1).

L'ingénieur-e géomètre breveté-e responsable, inscrit-e au registre fédéral des ingénieurs géomètres (cf. art. 41 LGéo), doit faire partie du bureau pilote.

Les statuts d'un consortium devront être produits et acceptés par la DCG avant signature du contrat. Ces statuts seront rédigés conformément aux documents-types édités par la SIA.

La convention de prêt de personnel doit être présentée si un membre du consortium met du personnel à disposition d'un autre membre pour des travaux liés à l'abornement et au piquetage.

3.4 Convention collective

Le soumissionnaire s'engage à respecter la CCT des bureaux d'ingénieurs géomètres vaudois selon la loi fédérale du 8 octobre 1999 sur les conditions minimales de travail et de salaire applicable aux travailleurs détachés (Loi sur les travailleurs détachés, RS 823.20), art. 2 al. 1, en particulier la rémunération minimale, la durée du temps de travail et de repos, la durée minimale des vacances.

Le non-respect de la CCT des bureaux d'ingénieurs géomètres vaudois peut entraîner l'activation de la peine conventionnelle stipulée dans le contrat, la révocation de l'adjudication et/ou la résiliation du contrat avec effet immédiat.

4. Cahier des charges général

4.1 Normes techniques

Les règlements et normes techniques édictés par les services compétents de la Confédération et du Canton font partie intégrante des présentes conditions générales. Ils sont complétés par les conditions d'exécution et doivent, sauf accord écrit contraire, être respectés dans l'exécution du mandat.

4.2 Exigences spécifiques liées à l'offre

Les formulaires officiels d'offre doivent être utilisés et entièrement remplis. Les offres non conformes seront écartées. Les offres pour les travaux de mensuration sont basées sur la structure tarifaire suivante :

1. Phase 1, abornement et piquetage

Tarif TH21 adapté VD selon formulaires 4764bis et 4765bis, avec les coefficients ZfmP du devis, l'indice de l'année et un coefficient de multiplication à proposer par le soumissionnaire. Ce coefficient s'appliquera également aux éventuels travaux au temps consacré de cette phase. Le dénombrement des éléments étant difficile à estimer au moment de la soumission, le montant du devis reste approximatif.

2. Phase 1, préparatifs / Phases 2 à 6, mensuration

Offre forfaitaire à présenter sur le formulaire 4728 remis par la DCG dans le dossier de soumission (référence générale : tarif TH23).

Les éventuels travaux au temps consacré, demandés par la DCG, seront honorés selon le même coefficient de multiplication que celui prévu pour la phase 1.

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant une année après son dépôt.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est indiquée à part, sur le montant global uniquement.

Les variantes ne sont pas admises. Chaque société ou association ne peut présenter qu'une seule offre par marché.

Le soumissionnaire qui a déposé une offre pour plusieurs marchés s'engage à les réaliser.

Il n'est alloué aux soumissionnaires aucune indemnité pour frais de soumission.

4.3 Planification et réalisation des travaux

Les conditions d'exécution fixent, entre autres, la durée prévisionnelle des travaux. Cette durée permet de déterminer la date contractuelle de livraison du dossier final.

4.4 Prolongation des délais

Le prestataire de services et le géomètre responsable doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter le délai d'exécution fixé.

Au cours de l'exécution des travaux, s'il s'avère que, malgré les dispositions nécessaires et supplémentaires du prestataire de services et du géomètre responsable, les délais ne pourront pas être respectés, ils sont tenus d'en informer par écrit la DCG, au moins une année avant que le délai n'arrive à échéance, ou dans le même délai que le retard prévisible, si celui-ci est inférieur à six mois.

La demande de prolongation de délai du contrat dûment justifiée, avec l'indication des mesures à prendre, est adressée à la DCG qui apprécie la situation et fixe, suivant les circonstances, un nouveau délai.

Une prolongation ne peut être accordée que si les conditions susmentionnées ont été respectées. Si le prestataire de services et le géomètre responsable n'ont pas droit à une prolongation des délais, ils se trouvent sans avertissement en retard.

4.5 Prix et indexation

Tous les prix ou coefficient de multiplication demandés doivent être indiqués d'une façon précise et sans équivoque dans l'offre.

Le prestataire de services et le géomètre responsable ne pourront en aucun cas se prévaloir de lacunes, d'oublis dans la description ou d'explications insuffisantes pour faire valoir une plus-value ou une augmentation des prix. Pour ces mêmes raisons, ils ne pourront pas non plus prétendre être déchargés de leurs obligations.

Pour toutes les phases, les prix unitaires, forfaitaires et horaires comprennent les frais accessoires usuels tels que frais de photocopie (n/b et couleurs), frais d'envoi (enveloppes, timbres), etc....

Phase 1, abornement et piquetage

Pour la phase 1, abornement et piquetage, les prix unitaires comprennent tous les travaux, bien que non spécifiés dans la soumission et logiquement nécessaires pour l'exécution normale. Pour la phase 1, abornement et piquetage, le prix des fournitures spécifiques doit être clairement indiqué dans l'offre.

Phase 1, préparatifs / Phases 2 à 6, mensuration

Pour la phase 1, préparatifs, le prix forfaitaire comprend toutes les opérations nécessaires pour obtenir une base fiable pour l'esquisse de mensuration à partir des données livrées par la DCG.

Pour les phases 2 à 6, le prix forfaitaire comprend :

- toutes les opérations prévisibles et comprises dans le TH23, les normes ou les conditions d'exécution de la DCG;
- revoirs, corrections et compléments;
- acquisition, élaboration ou adaptations éventuelles de logiciels conformes aux exigences du cahier des charges;
- toutes les variations de quantités constatées entre le devis et le dénombrement final, pour autant que celles-ci n'influent pas le total du devis de plus de 20%; toutefois, les quantités de PB, PB/PL et de P.sit du devis restent intangibles dans cette comparaison (liberté des méthodes, voir plus haut).

Indexation

Les prix unitaires et forfaitaires se réfèrent aux indices figurant dans le dossier d'appel d'offre.

L'indexation des prix résulte d'un indice moyen calculé au prorata temporis sur la durée prévue à la signature du contrat, conformément aux "Facteurs d'application (FA) pour tarifs d'honoraires publiés par l'Office fédéral de topographie (swisstopo). Les prolongations de délais admises en application de l'art. 4.4 n'entraînent pas de modification de cette indexation, sauf si le maître de l'ouvrage est tenu responsable des retards. Une livraison du dossier final avant délai n'influence pas cette indexation.

Indices de référence :	phase abornement et piquetage :	TH 21 VD
	phases préparatifs et mensuration :	TH 23 VD

Pour toutes les phases, les prix horaires seront ceux prévus dans la norme DCG 4103, multipliés par le coefficient de multiplication indiqué dans l'offre.

4.6 Modalités de paiement

L'adjudicataire sollicite des acomptes selon l'avancement des travaux, à concurrence de 90 % du montant des travaux effectués jusqu'à la livraison complète, puis de 95 % dès la mise en service au RF, pour autant que les décomptes soient établis.

Les demandes d'acomptes doivent être numérotées et présentées régulièrement, sur la base du modèle 3014, et justifiées à l'aide du formulaire 3012.

Les prestations, retenue de garantie déduite, doivent parvenir à la DCG avant le 12 janvier suivant l'année même de leur réalisation.

En cours de travaux, l'adjudicataire ne demandera pas d'acompte inférieur à 20'000.-.

4.7 Décompte final

Le solde final des honoraires de l'adjudicataire est versé si les conditions suivantes sont respectées :

- tous les documents demandés ont été livrés;
- toutes les corrections et les compléments ont été exécutés;
- toutes les conditions d'exécution sont respectées;
- le décompte final est approuvé.

En cas de défauts ou de lacunes constatés, et à défaut de pouvoir laisser à l'adjudicataire la possibilité de faire les corrections nécessaires, la DCG se réserve le droit de facturer le travail supplémentaire qui en découle, selon les prix horaires mentionnés sous chapitre 4.5.

4.8 Cession du contrat

La cession du contrat, aux mêmes conditions techniques et financières, n'est possible qu'à un-e ingénieur-e géomètre breveté-e, inscrit-e au registre fédéral des ingénieurs géomètres et/ou à un prestataire de services agréé(s) par le maître d'ouvrage.

4.9 Devoirs du prestataire de services et du géomètre responsable

Le prestataire de services et le géomètre responsable ne doivent pas utiliser, pour leur compte personnel ou pour des tiers, les documents remis pour l'exécution du contrat, ni ceux en cours d'élaboration, avant leur mise en service, sans y être autorisés par le maître d'ouvrage. Ils ne doivent tirer aucun gain des documents qu'ils détiennent, en dehors des honoraires prévus.

4.10 Délai de garantie

La responsabilité de l'adjudicataire, pour l'ensemble de l'ouvrage, se prescrit conformément aux conditions générales pour l'exécution de travaux de mensuration cadastrale édictées par l'Office fédéral de topographie swisstopo.

4.11 Modification de la commande

Pour tous les travaux non compris dans le prix forfaitaire ou les prix unitaires TH21 selon le formulaire 4765bis, l'approbation préalable écrite de la DCG est requise.

4.12 Assurance

Le prestataire de services et le géomètre responsable doivent, avant la conclusion du contrat, apporter la preuve qu'ils sont assurés comme suit jusqu'à la livraison de l'ouvrage :

- assurance responsabilité professionnelle contre les dommages de personnes, de choses et de dommages financiers avec une somme assurée d'au moins 2 millions de francs;
- assurance contre l'incendie, les dégâts d'eau, les effractions, 1^{er} risque (dans le sens des conditions générales d'assurance) pour les plans, documents et supports de données ainsi que pour les frais de rétablissement pendant une durée de 5 ans à partir de l'apparition du dommage.

4.13 Vérification des travaux

Le prestataire de services et le géomètre responsable doivent procéder au contrôle interne de toutes leurs opérations, conformément à la prescription fédérale sur la vérification dans la mensuration officielle. Ils doivent fournir le résultat de leurs contrôles sur demande de la DCG.

Durant toute l'exécution des travaux, la DCG se réserve le droit :

- de procéder à une inspection des travaux réalisés,
- de demander de produire des échantillons représentatifs pour procéder à des contrôles,
- de solliciter la commission paritaire pour contrôler le respect de l'application de la partie obligatoire de la convention collective des bureaux d'ingénieurs géomètres vaudois.

4.14 Bases légales

- Loi fédérale sur la géoinformation (LGéo, du 5 octobre 2007);
- Ordonnance sur la mensuration officielle (OMO, du 18 novembre 1992);
- Ordonnance technique sur la mensuration officielle (OTEMO, du 16 juin 1994);
- Manuel sur l'organisation de la MO93;
- Directives de la Direction fédérale des mensurations cadastrales (D+M);
- Loi cantonale sur la géoinformation (LGéo-VD, du 8 mai 2012);
- Normes et directives cantonales en matière de mensuration officielle et de registre foncier.